



Au service
des peuples
et des nations

APPEL A PROPOSITION (RFP)

A TOUS LES BUREAUX D'ETUDES SPECIALISES DANS L'EVALUATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT	DATE : 02 MAI 2019
	REFERENCE : 005/TCD10/04/2019/RFP Evaluation finale du projet « Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun »

Chers Messieurs / Mesdames:

Vous êtes invités à soumettre votre proposition pour l'évaluation finale du projet « Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun

Veuillez consulter les annexes suivantes pour les besoins de la préparation de votre soumission :

- Annexe I : description des exigences du PNUD
- Annexe II : les termes de références (TDRs)
- Annexe III : formulaire de présentation de la soumission du fournisseur de services
- Annexe IV : Conditions générales.
- Annexe V : critères d'évaluation des offres techniques

Les soumissions peuvent être déposées jusqu'au **lundi 20 mai 2019, à 12 heures de N'Djamena, au plus tard, sous pli fermé, dans l'urne située à la guérite des agents de sécurité/PNUD.**

Elles doivent comprendre une soumission technique (copies hard et électronique sur support amovible) et une soumission financière, chacune dans deux enveloppes séparées indiquant :

1. le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre technique », évaluation finale du projet « Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun;
2. le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre financière », évaluation finale du projet « Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun .

Les deux enveloppes, insérées dans une grande enveloppe portant la mention « Soumission Evaluation finale du projet « Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun »

» - A n'ouvrir qu'en Commission » doivent être déposées à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour le développement



Au service
des peuples
et des nations

Programme des Nations Unies pour le Développement
Farcha, Rondpoint de la Francophonie, Avenue Nelson Mandela
B.P. 906 N'Djamena, Tchad.

La soumission doit être écrite **en Français**, et être valable pour une période minimale de **120 jours**.

Dans la préparation de votre proposition, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'elle atteigne l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date limite de dépôt. Les propositions reçues au PNUD après la date limite de dépôt indiquée ci-dessus, peu importe la raison, ne seront pas considérées pour une évaluation.

Si vous soumettez votre proposition par courriel, prière de vous assurer qu'elle est signée et en format PDF, et sans infection de virus ou fichier incomplet.

Les Services proposés doivent être revus et évalués sur base de conformité complète de la proposition vis-à-vis des besoins exprimés dans la demande de proposition (RFP) et toutes les annexes fournissant des détails des exigences du PNUD.

La proposition qui répond à tous les besoins, qui correspond à tous les critères d'évaluation et qui offre le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée et adjugée. Toute offre qui n'est pas conforme aux exigences sera rejetée.

Toute incohérence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD ; le prix unitaire prédominera et le prix total sera ainsi corrigé. Si le fournisseur n'accepte pas le prix total final corrigé, sa proposition sera rejetée.

Aucune variation du prix due à une détérioration du marché, inflation, fluctuation des taux de change, ou tout autre facteur du marché ne pourra être acceptée par le PNUD après la réception de la proposition. Au moment de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de varier (augmenter ou diminuer) la quantité de services et/ou biens, par un maximum de vingt-cinq pour cent (25%) du total de l'offre, sans aucune modification du prix unitaire ou autres termes et conditions.

Tout contrat ou bon de commande résultant de cette demande de proposition (RFP) est assujéti aux Conditions et Termes Généraux attachés à celle-ci. Le fait de la soumission d'une proposition implique que le fournisseur accepte sans question les Conditions et Termes Généraux du PNUD attachés à celle-ci en Annexe 3.

Prière de noter que le PNUD n'est pas obligé d'accepter toute proposition, ni d'attribuer un contrat ou un bon de commande, ni être tenu responsable pour tout coût associé à la préparation et soumission d'une proposition par des fournisseurs de service, peu importe le résultat ou la manière dont le processus de sélection est conduit.

Programme des Nations Unies pour le développement



*Au service
des peuples
et des nations*

La procédure de protestation pour un fournisseur du PNUD vise à donner une opportunité de réclamation pour les personnes ou les entreprises auxquelles, il n'a pas été attribué un bon de commande ou un contrat dans un processus compétitif d'achat. Au cas où vous croyez que vous n'avez pas été traité justement, vous pouvez trouver des informations détaillées sur la procédure de protestation par un fournisseur dans le lien suivant :

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>

Le PNUD encourage tout fournisseur de service potentiel à prévenir et éviter les conflits d'intérêt, en révélant au PNUD si vous, ou chacun de vos affiliés ou personnel, étiez impliqué dans la préparation des besoins, conception, estimation des coûts, ou autre information utilisée dans cette demande de proposition (RFP).

Le PNUD applique la tolérance zéro sur les fraudes et autre pratiques prohibées ; il s'est engagé à prévenir, identifier et à éviter de tels actes et pratiques contre le PNUD et aussi les tiers impliqués dans les activités du PNUD. Le PNUD attend de ses Fournisseurs de service le respect du Code de Conduite des Fournisseurs des Nations Unies trouvé dans ce lien :

http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf

Nous vous remercions et attendons de recevoir votre proposition.

Cordialement,
Mbataingar Teloumbaye
Associé à l'Administration

Annexe 1

Description des Besoins

Contexte des besoins	<p>Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, à cause de l'insurrection, le nombre de déplacés internes a été multiplié par deux depuis 2015. On trouve la majorité des 318 929¹ déplacés internes dans le département du Logone-et-Chari, où la pauvreté chronique et la violence persistante rendent les populations particulièrement sensibles aux appels des mouvements extrémistes violents qui cherchent à recruter.</p> <p>Au Tchad, la crise Boko Haram a entraîné le déplacement de plus de 127 000 personnes dans la région du lac Tchad. Cette situation se traduit par des conditions de vie précaires pour l'ensemble de la population, et elle réduit considérablement la capacité de résilience et de survie des communautés, déjà très faible. Dans ces deux zones, l'insécurité et les déplacements ont accru l'exposition aux risques, notamment aux risques de violence envers les femmes et d'exploitation des jeunes gens et des enfants laissés seuls.</p> <p>Aujourd'hui, le Tchad et le Cameroun sont eux aussi confrontés à des attaques, à des raids, à des attentats-suicides à la bombe, à des enlèvements et à d'autres formes de violence qui sont le fait de groupes extrémistes. Le conflit a également entraîné un recul du commerce transfrontalier, il continue d'affecter des ressources et des services sociaux déjà rares. Du fait de la radicalisation d'un grand nombre de jeunes, entre autres, il menace de détruire la cohésion sociale, qui était pourtant profondément enracinée dans la région. Toutes les zones frontalières, telles que la région du Hadjer-Lamis, le sud de la région du lac Tchad sont extrêmement vulnérables. En ciblant les populations vivant dans ces zones situées entre le Cameroun et le Tchad, on améliore la sécurité et le développement, on contribue à la paix et à la stabilité régionales, et on incitera d'autres acteurs à renforcer les dynamiques transfrontalières.</p> <p>Le Hadjer-Lamis est une zone-tampon entre la région du lac Tchad, dévastée par Boko Haram et où le risque de radicalisation des populations est élevé, ainsi que dans la capitale N'Djamena. Les interventions ciblent la région du lac Tchad, car elle particulièrement exposée aux attentats terroristes et aux opérations militaires menées par l'État pour combattre Boko Haram. Cependant, étant donné la gravité de la situation, il est urgent d'intervenir aussi dans d'autres zones à risque.</p> <p>L'insécurité règne également dans la zone frontalière entre le Cameroun et le Tchad, où différents acteurs, notamment des « <i>bandits de grand chemin</i> », se livrent au pillage de marchandises ou à des kidnappings en échange d'une rançon. La violence de ces gangs armés revêt de nombreuses formes : vol de bétail, pillage de récoltes, prises d'otages, kidnappings, viol, amputation de membres, homicides, assassinats, trafic d'armes, incendies de villages. On observe également un commerce illicite d'armes légères et de petit calibre qui prolifèrent dans cette zone souvent décrite comme échappant au contrôle de l'État, ou comme un ensemble de « territoires sans gouvernance ». La dimension</p>
----------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

¹ OIM, Displacement Tracking Matrix (matrice de suivi des déplacements), juin 2017.



Au service
des peuples
et des nations

transfrontalière de ce commerce constitue une menace pour la sécurité régionale en Afrique centrale. L'érosion des systèmes locaux de gestion des conflits compromet une résolution rapide de ces problèmes. Depuis le début des crises et la montée en puissance d'acteurs non étatiques, tels que les comités d'autodéfense, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits au niveau communautaire, ainsi que les institutions de gouvernance communautaire (institutions traditionnelles, conseils locaux, tribunaux locaux et institutions religieuses, notamment), sont fragilisés. Or, ces institutions jouent aussi un rôle crucial dans la résolution d'autres différends. À mesure que l'insécurité s'accroît, les tensions entre les communautés locales et les communautés nomades qui cherchent refuge sur leurs terres sont de plus en plus vives. De plus, dans toute la région, la raréfaction des ressources hydriques génère des conflits portant sur les droits relatifs à l'eau.

Au terme d'une mission exploratoire conjointe, menée en novembre 2016 et qui a réuni le PBSO, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et les Nations Unies au Tchad et au Cameroun, les Équipes Pays ont dressé un état des lieux des activités en cours et prévues pour la consolidation de la paix, la prévention de l'extrémisme violent, la cohésion sociale et la résilience. Dans le même temps, à la suite de la récente visite du Conseil de sécurité des Nations Unies et de sa Résolution 2349 (2017) relative au bassin du lac Tchad, une évaluation des capacités des Équipes Pays a été lancée, sur décision du Conseil exécutif (Décision n° 2017/29), en vue d'harmoniser les actions collectives des Nations Unies et d'identifier les déficits de financement et les lacunes des programmes, dans le cadre de la Stratégie des Nations Unies en réponse à la crise Boko Haram.

Avec l'appui des Nations Unies, de la Banque mondiale et de l'Union européenne, le Gouvernement du Cameroun a lancé une Évaluation du redressement et de la consolidation de la paix (*Recovery and Peacebuilding Assessment, RPBA*) pour identifier les sources des conflits, des violences et des fragilités – y compris de l'extrémisme violent – et pour élaborer une stratégie nationale afin de répondre aux besoins. Depuis 2017, le Gouvernement du Tchad remplit les conditions d'accès aux fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, et notamment pour le financement de cette initiative transfrontalière.

Dans ce contexte les Bureaux Pays du PNUD et l'UNICEF (Tchad et Cameroun) avec l'appui financier du Fond de Consolidation de la Paix, ont développé un « **Projet d'Appui aux Mécanismes de Consolidation de la Paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun** ». Ledit projet contribuera aux résultats principaux suivants :

Résultat 1 Le renforcement des mécanismes transfrontaliers, inter et intra-communautaires, et de la confiance entre les forces de sécurité et les populations contribue à la détection précoce et à l'atténuation pacifique des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones ciblées, avec une attention particulière portée à la participation des femmes et des jeunes

1. **Produit 1.1** *Les populations transfrontalières sont dotées des compétences requises pour prévenir l'extrémisme violent, en particulier via la participation des femmes et des jeunes.*
2. **Produit 1.1** *Les relations entre la population et les acteurs de la sécurité sont améliorées grâce au renforcement de la confiance entre les leaders communautaires et locaux d'une part et les acteurs de la sécurité de l'autre.*



Au service
des peuples
et des nations

	<p>3. Produit 1.1 <i>Les mécanismes de paix communautaires sont mis en relation avec les mécanismes d'alerte précoce et de réaction rapide.</i></p> <p>Résultat 2 <u>Les jeunes et les populations vulnérables participent de plus en plus aux processus décisionnels et se lancent dans des activités rémunératrices. Les médias et les programmes scolaires diffusent des messages véhiculant un contre-discours.</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Produit 1.1 <i>Amélioration de l'accès à d'autres opportunités socio-économiques pour les jeunes, hommes et femmes.</i> 2. Produit 1.2 <i>Élargissement de l'espace de dialogue et de l'appui aux contre-discours/discours alternatifs, par exemple par le biais des radios communautaires, du théâtre, des séries télévisées.</i> 3. Produit 1.3 <i>Les jeunes ont les moyens de prévenir et de réagir à la violence dans leur communauté, et de devenir des artisans de la paix.</i> 4. Produit 1.4 <i>La capacité des établissements d'enseignement formel et des écoles coraniques à repérer et aider les enfants/jeunes vulnérables est renforcée.</i> <p>Les Équipes Pays des Nations Unies au Cameroun et au Tchad pensent que, dans un tel contexte, les axes d'interventions du projet peuvent apporter une contribution significative à la paix. Ce projet cible huit localités. Sur la base des constats des études menées au Tchad et au Cameroun pour aider à l'élaboration de ce projet, ces localités ont été jugées les plus pertinentes pour expérimenter une approche de prévention de l'extrémisme violent et des conflits. Ces localités sont Dougoumachi, Blangoua, Goufey et Kobro, au Cameroun, et Guitté, Miteriné, Mahada et Mani Kossam, au Tchad. Cependant, d'autres localités telle que Mani centre, Nibeck, Zafaya ont bénéficié de certaines interventions dû à leurs positions stratégiques dans la dynamique des groupes extrémistes dans la région. Après la mise en œuvre du projet avec différentes approches selon les agences, il s'avère primordial de procéder à une évaluation externe finale en vue de mesurer les résultats atteints à travers les différentes activités, de capitaliser les acquis engrangés, et de partager les bonnes pratiques et les leçons apprises à travers cette intervention inter-agences. Il s'agit d'évaluer le projet en tenant compte des différentes composantes mises en œuvre par l'UNICEF et le PNUD, dont chaque agence est entièrement responsable dans la gestion de ses activités sur les plans financiers et technique. Le PNUD en plus de la gestion de sa composante assure la coordination du rapportage auprès du bailleur. Prévue pour une durée de 18 mois, la mise en œuvre du projet avec un coût total de 2 999 718 dollars US \$, réparti comme suit : UNICEF Tchad = 698 175 US ; UNICEF Cameroun = 732 736 \$ US ; PNUD Tchad = 801 430 \$ US. PNUD Cameroun = 767 377 \$ US.</p>
<p>Partenaires d'Implémentation du PNUD</p>	<p><i>Ministères de l'économie et de la planification du développement du Tchad et du Cameroun, PNUD TCHAD, PNUD CAMEROUN, UNICEF TCHAD, UNICEF CAMEROUN</i></p>



Au service
des peuples
et des nations

<p>Brève description des Services sollicités²</p>	<p>La présente évaluation finale du projet couvre l'ensemble du projet, sur la période de mise en œuvre, 2018-2019, dont les composantes ont été mises en œuvre par le PNUD et l'UNICEF. L'évaluation finale a pour objectif d'apprécier le niveau de réponse du projet au renforcement des mécanismes de consolidation de la paix et de l'inclusion sociales des jeunes dans les zones ciblées par le projet. L'évaluation tiendra compte des activités déjà réalisées par les deux agences. L'évaluation doit avoir une portée large, c'est-à-dire au-delà des résultats atteints, et analyser le partenariat mis en place avec les différents partenaires d'exécution dans la mise en œuvre des activités et les effets de ce partenariat dans l'atteinte des résultats. Outre, les mécanismes de coordination inter-agence devrions être analysées et enfin une analyse de la dimension sexo-spécifique des interventions. Sommes toute, l'évaluation des résultats devra prendre en compte une analyse de l'efficacité, l'efficacité, la durabilité, pertinence, impact (ou résultats), la transversalité du genre.</p> <p>Voir Annexe 2 pour les détails (TDR).</p>
<p>Liste et Description des résultats attendus (réalisations)</p>	<p>Le bureau d'études produira les rapports suivants en Français (un résumé du rapport d'évaluation finale en anglais): La mission produira les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Un rapport initial de démarrage/feuille de route</u> • <u>Un résumé</u> comprenant les grandes lignes des conclusions et toute information utile. • <u>Un rapport d'évaluation;</u> • <u>Un rapport final en version hard.</u>
<p>La Personne qui Supervisera les travaux/Performance du Fournisseur de Service</p>	<p><i>Le Coordonnateur du projet PBF</i></p>
<p>Fréquence de rapports</p>	<p>- <i>Rapport initial : 05 jours de travail effectifs, après la date de démarrage ;</i> - <i>Rapport d'évaluation provisoire : 30 jours de travail effectifs après la date de démarrage ;</i> - <i>Rapport final : 45 jours de travail effectifs après la date de démarrage.</i></p>
<p>Exigence de rapports progressifs</p>	<p><i>Oui. Rapport de démarrage, rapport provisoire et rapport final.</i></p>
<p>Site des travaux</p>	<p><i>Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Farcha, rond-point de la francophonie, Avenue Nelson Mandela, B.P. 906 N'Djamena, Tchad</i></p>

²Les TDR détaillés peuvent être attaché si les informations fournies dans cette annexe ne sont suffisantes pour décrire complètement la nature des travaux et autres détails des besoins.

Programme des Nations Unies pour le développement



Au service
des peuples
et des nations

	<input checked="" type="checkbox"/> Sur le terrain à N'Djamena et dans les zones d'exécution du projet dans les Républiques du Cameroun et du Tchad <input type="checkbox"/> autres
Durée d'exécution prévue	45 jours de travail effectif
Date ciblée pour débiter l'exécution	20 Juin 2019
Date limite de fin d'exécution	16 août 2019
Voyages prévus	Oui. Missions sur le terrain
Conditions Spéciales de Sécurité	<input type="checkbox"/> Visa de Sécurité des Nations Unies avant le voyage <input type="checkbox"/> Faire la formation de Sécurité «UN's Basic and Advanced Security Training » <input type="checkbox"/> Assurance globale de voyage <input checked="" type="checkbox"/> N/A
Facilités fournies par PNUD (i.e., à exclure de la proposition financière)	<input type="checkbox"/> Espace et facilités de Bureau <input type="checkbox"/> Transport sur site <input checked="" type="checkbox"/> N/A
Chronogramme d'Implémentation en indiquant les réalisations partielles et la durée des activités/sous-activités	<input checked="" type="checkbox"/> Exigé <input type="checkbox"/> Non exigé
Noms et curriculum vitae des individus qui seront impliqués dans l'exécution des services	<input checked="" type="checkbox"/> Exigé <input type="checkbox"/> Non exigé
Monnaie de la proposition	<input type="checkbox"/> Dollars des Etats unies d'Amérique (DEU) <input type="checkbox"/> Euro <input checked="" type="checkbox"/> Monnaie locale
Taxe sur la Valeur Ajoutée sur la proposition de prix	<input type="checkbox"/> doit inclure la TVA et autres taxes indirectes applicables <input checked="" type="checkbox"/> doit exclure la TVA et autres taxes indirectes applicables
Période de Validité de la proposition (A partir de la date limite de dépôt des offres)	<input type="checkbox"/> 60 jours <input type="checkbox"/> 90 jours <input checked="" type="checkbox"/> 120 jours Dans les circonstances exceptionnelles, le PNUD peut demander au soumissionnaire d'étendre la validité de la proposition au-delà de la période initialement indiquée dans cette demande de proposition (RFP). Le soumissionnaire devra, dès lors, confirmer par écrit l'extension sans aucune modification, n'importe laquelle, sur sa proposition.
Offres partielles	<input checked="" type="checkbox"/> Non admises



Au service
des peuples
et des nations

		<input type="checkbox"/> Admises				
Termes de paiement		Réalisations	Pourcentage	Délai	Condition pour effectuer le paiement	
		Avance de démarrage		20%	Dès la signature du contrat	Sur présentation de la facture et d'une caution bancaire au montant équivalent.
		Après validation du rapport provisoire par les organisations commanditaires (PNUD et UNICEF), intégration faite, le cas échéant par le prestataire, des observations.		60% du montant total du contrat, déduction faite de la proportion correspondante de l'avance de démarrage	Suivant le plan de travail proposé	Sur présentation de la facture au montant équivalent et évaluation de la performance du prestataire
		Après validation du rapport définitif		20% du montant total/solde reliquataire du contrat, toutes déductions faites de l'avance de démarrage	Suivant le plan de travail proposé	Dans trente (30) jours à compter de la date où les conditions suivantes sont remplies: Acceptation écrite du PNUD pour la qualité de la réalisation et Réception de la facture du prestataire de service.
Personne(s) à passer en revue /inspecter/ approuver les réalisations/services		Le Coordonnateur du projet PBF à N'Djamena				



fournis et autoriser le déboursement du paiement	
Type du Contrat à signer	<input type="checkbox"/> Bon de Commande <input checked="" type="checkbox"/> Contrat Institutionnel ou professionnel selon le montant du marché <input type="checkbox"/> Contrat pour les Services Professionnels <input type="checkbox"/> Accord à Long-Terme (LTA)(si un LTA sera signé, spécifier le document qui sera utilisé pour commander le service, p. ex., un Bon de Commande, etc.) <input type="checkbox"/> Autre Type de Contrat
Critères de l'Attribution du Contrat	<input type="checkbox"/> L'offre avec le plus bas prix parmi les offres techniquement qualifiées <input checked="" type="checkbox"/> Le plus grand score combiné (basé sur une distribution de poids de l'ordre de 70% pour l'offre technique et de 30% pour l'offre financière) <input checked="" type="checkbox"/> Acceptation sans question des Conditions et Termes Généraux du PNUD (CTG). Ceci est un critère mandataire et ne peut pas être annulé peu importe la nature de la prestation sollicitée. La non-acceptation des CTG peut constituer une base pour rejeter la proposition.
Critère de l'évaluation de la proposition	<p><u>Proposition Technique (70%)</u></p> <input checked="" type="checkbox"/> Expertise de l'Entreprise et Structure de Gestion, voir détail dans le formulaire 1 annexe 5. <input checked="" type="checkbox"/> Méthodologie, son adéquation aux Conditions et Chronogramme du Plan d'Implémentation, voir détail dans le formulaire 2 annexe 5 <input checked="" type="checkbox"/> Qualification du Personnel clé, voir détail dans le formulaire 3 annexe 5 <p><u>N.B. :</u> seules les offres financières des soumissionnaires techniquement qualifiés (ayant obtenus la moyenne technique $\geq 70\%$) seront considérées pour la suite de l'évaluation.</p> <p><u>Proposition Financière (30%)</u> A être calculé comme un ratio de l'offre financière de la proposition à l'offre financière la plus basse parmi les propositions reçues par le PNUD qui sont techniquement qualifiées.</p>
Le PNUD attribuera le contrat à:	<input checked="" type="checkbox"/> Un et un seul prestataire de Service. <input type="checkbox"/> Un ou plusieurs fournisseurs de Service, sur base des facteurs suivants:
Annexes à cette RFP	<input checked="" type="checkbox"/> Termes de référence Détaillés (Annexe 2) <input checked="" type="checkbox"/> Formulaire de soumission de la Proposition (Annexe 3) <input checked="" type="checkbox"/> Conditions et Termes Généraux (Annexe 4) ³ <input type="checkbox"/> Autres ⁴

³Les Fournisseurs de Services sont alertés que la non-acceptation des Conditions et Termes Généraux (CTG) du PNUD peut servir de base pour la disqualification dans ce processus d'achat.

⁴Les TDR plus détaillés peuvent être, additionnellement au contenu de cette RFP, attachés à celle-ci en annexe.

Programme des Nations Unies pour le développement



Au service
des peuples
et des nations

Personne de contact pour des demandes de renseignement (Demandes de renseignement écrites uniquement)	Adresse : registry.td@undp.org .Tout retard dans la réponse du PNUD ne pourra pas être utilisé comme une justification pour prolonger la date limite de soumission, à moins que le PNUD détermine qu'une telle prolongation est nécessaire et communique la nouvelle date limite aux soumissionnaires.
Autre Information [prière spécifier]	<p><i>L'attention des soumissionnaires est appelée sur l'importance d'une lecture très attentive de l'ensemble des dispositions du présent appel à proposition.</i></p> <p><i>En particulier les soumissions devront être faites conformément à l'annexe 3 (dont le modèle devra être impérativement reproduit avec le papier à en-tête du soumissionnaire et signé par la personne ayant pouvoir d'engager l'entité soumissionnaire), tous les CVs du personnel proposé, avec spécification dans chaque cas du poste pour lequel ledit personnel est proposé, devront être impérativement signés et datés, en plus d'être suivis d'une certification de disponibilité de l'Expert proposé à faire la mission, également datée et signée de sa main. Les soumissions seront faites en trois exemplaires papier (1 original et 2 copies) en plus d'une version sur clé USB.</i></p>



Au service
des peuples
et des nations

Annexe 2 – Termes de références et annexes y référents.



TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES SPECIALISÉ DANS L'EVALUATION DE PROJETS

Pays : Tchad et Cameroun

Projet : Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun

Prestataire : Bureau d'études spécialisé en évaluation de Projets/Programmes

Durée de la mission : 45 jours de travail effectifs

Date de début de la mission : 15 Juin 2019

I. CONTEXTE

Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, à cause de l'insurrection, le nombre de déplacés internes a été multiplié par deux depuis 2015. On trouve la majorité des 318 929⁵ déplacés internes dans le département du Logone-et-Chari, où la pauvreté chronique et la violence persistante rendent les populations particulièrement sensibles aux appels des mouvements extrémistes violents qui cherchent à recruter.

Au Tchad, la crise Boko Haram a entraîné le déplacement de plus de 127 000 personnes dans la région du lac Tchad. Cette situation se traduit par des conditions de vie précaires pour l'ensemble de la population, et elle réduit considérablement la capacité de résilience et de survie des communautés, déjà très faible. Dans ces deux zones, l'insécurité et les déplacements ont accru l'exposition aux risques, notamment aux risques de violence envers les femmes et d'exploitation des jeunes gens et des enfants laissés seuls.

Aujourd'hui, le Tchad et le Cameroun sont eux aussi confrontés à des attaques, à des raids, à des attentats-suicides à la bombe, à des enlèvements et à d'autres formes de violence qui sont le fait de groupes extrémistes. Le conflit a également entraîné un recul du commerce transfrontalier, et il continue d'affecter des ressources et des services sociaux déjà rares. Du fait de la radicalisation d'un grand nombre de jeunes, entre autres, il menace de détruire la cohésion sociale, qui était pourtant profondément enracinée dans la région. Toutes les zones frontalières, telles que la région du Hadjer-Lamis, le sud de la région du lac Tchad sont extrêmement vulnérables. En ciblant les populations vivant dans ces zones situées entre le Cameroun et le Tchad, on améliorera la sécurité et le développement, on contribue à la paix et à la stabilité régionales, et on incite d'autres acteurs à renforcer les dynamiques transfrontalières.

Le Hadjer-Lamis est une zone-tampon entre la région du lac Tchad, dévastée par Boko Haram et où le risque de radicalisation des populations est élevé ainsi que dans la capitale NDjamena. Les interventions ciblent la région du lac Tchad, car elle

⁵ OIM, Displacement Tracking Matrix (matrice de suivi des déplacements), juin 2017.



Au service
des peuples
et des nations

particulièrement exposée aux attentats terroristes et aux opérations militaires menées par l'État pour combattre Boko Haram. Cependant, étant donné la gravité de la situation, il est urgent d'intervenir aussi dans d'autres zones à risque.

L'insécurité règne également dans la zone frontalière entre le Cameroun et le Tchad, où différents acteurs, notamment des « *bandits de grand chemin* », se livrent au pillage de marchandises ou à des kidnappings en échange d'une rançon. La violence de ces gangs armés revêt de nombreuses formes : vol de bétail, pillage de récoltes, prises d'otages, kidnappings, viol, amputation de membres, homicides, assassinats, trafic d'armes, incendies de villages. On observe également un commerce illicite d'armes légères et de petit calibre qui prolifèrent dans cette zone souvent décrite comme échappant au contrôle de l'État, ou comme un ensemble de « territoires sans gouvernance ». La dimension transfrontalière de ce commerce constitue une menace pour la sécurité régionale en Afrique centrale. L'érosion des systèmes locaux de gestion des conflits compromet une résolution rapide de ces problèmes. Depuis le début des crises et la montée en puissance d'acteurs non étatiques, tels que les comités d'autodéfense, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits au niveau communautaire, ainsi que les institutions de gouvernance communautaire (institutions traditionnelles, conseils locaux, tribunaux locaux et institutions religieuses, notamment), sont fragilisés. Or, ces institutions jouent aussi un rôle crucial dans la résolution d'autres différends. À mesure que l'insécurité s'accroît, les tensions entre les communautés locales et les communautés nomades qui cherchent refuge sur leurs terres sont de plus en plus vives. De plus, dans toute la région, la raréfaction des ressources hydriques génère des conflits portant sur les droits relatifs à l'eau.

Au terme d'une mission exploratoire conjointe, menée en novembre 2016 et qui a réuni le PBSO, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et les Nations Unies au Tchad et au Cameroun, les Équipes Pays ont dressé un état des lieux des activités en cours et prévues pour la consolidation de la paix, la prévention de l'extrémisme violent, la cohésion sociale et la résilience. Dans le même temps, à la suite de la visite du Conseil de sécurité des Nations Unies et de sa Résolution 2349 (2017) relative au bassin du lac Tchad, une évaluation des capacités des Équipes Pays a été lancée, sur décision du Conseil exécutif (Décision n° 2017/29), en vue d'harmoniser les actions collectives des Nations Unies et d'identifier les déficits de financement et les lacunes des programmes, dans le cadre de la Stratégie des Nations Unies en réponse à la crise Boko Haram. Avec l'appui des Nations Unies, de la Banque mondiale et de l'Union européenne, le Gouvernement du Cameroun a lancé une Évaluation du redressement et de la consolidation de la paix (*Recovery and Peacebuilding Assessment*, RPBA) pour identifier les sources des conflits, des violences et des fragilités – y compris de l'extrémisme violent – et pour élaborer une stratégie nationale afin de répondre aux besoins. Depuis 2017, le Gouvernement du Tchad remplit les conditions d'accès aux fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, et notamment pour le financement de cette initiative transfrontalière.

Dans ce contexte les Bureaux Pays du PNUD et l'UNICEF (Tchad et Cameroun) avec l'appui financier du Fond de Consolidation de la Paix, ont développé un « **Projet d'Appui aux Mécanismes de Consolidation de la Paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun** ». Ledit projet contribuera aux résultats principaux suivants :

Résultat 1 Le renforcement des mécanismes transfrontaliers, inter et intra-communautaires, et de la confiance entre les forces de sécurité et les populations contribue à la détection précoce et à l'atténuation pacifique des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones ciblées, avec une attention particulière portée à la participation des femmes et des jeunes

4. **Produit 1.1** *Les populations transfrontalières sont dotées des compétences requises pour prévenir l'extrémisme violent, en particulier via la participation des femmes et des jeunes.*
5. **Produit 1.1** *Les relations entre la population et les acteurs de la sécurité sont améliorées grâce au renforcement de la confiance entre les leaders communautaires et locaux d'une part et les acteurs de la sécurité de l'autre.*
6. **Produit 1.1** *Les mécanismes de paix communautaires sont mis en relation avec les mécanismes d'alerte précoce et de réaction rapide.*

Résultat 2 Les jeunes et les populations vulnérables participent de plus en plus aux processus décisionnels et se lancent dans des activités rémunératrices. Les médias et les programmes scolaires diffusent des messages véhiculant un contre-discours.

5. **Produit 1.1** *Amélioration de l'accès à d'autres opportunités socio-économiques pour les jeunes, hommes et femmes.*



Au service
des peuples
et des nations

6. **Produit 1.2** *Élargissement de l'espace de dialogue et de l'appui aux contre-discours/discours alternatifs, par exemple par le biais des radios communautaires, du théâtre, des séries télévisées.*
7. **Produit 1.3** *Les jeunes ont les moyens de prévenir et de réagir à la violence dans leur communauté, et de devenir des artisans de la paix.*
8. **Produit 1.4** *La capacité des établissements d'enseignement formel et des écoles coraniques à repérer et aider les enfants/jeunes vulnérables est renforcée.*

Les Équipes Pays des Nations Unies au Cameroun et au Tchad pensent que, dans un tel contexte, les axes d'interventions du projet peuvent apporter une contribution significative à la paix. Ce projet cible huit localités. Sur la base des constats des études menées au Tchad et au Cameroun pour aider à l'élaboration de ce projet, ces localités ont été jugées les plus pertinentes pour expérimenter une approche de prévention de l'extrémisme violent et des conflits. Ces localités sont Dougoumachi, Blangoua, Goufey et Kobro, au Cameroun, et Guitté, Miteriné, Mahada et Mani Kossam, au Tchad. Cependant, d'autres localités telle que Mani centre, Nibeck, Zafaya ont bénéficié de certaines interventions dû à leurs positions stratégiques dans la dynamique des groupes extrémistes dans la région.

Après la mise en œuvre du projet avec différentes approches selon les agences, il s'avère primordial de procéder à une évaluation externe finale en vue de mesurer les résultats atteints à travers les différentes activités, de capitaliser les acquis engrangés, et de partager les bonnes pratiques et les leçons apprises à travers cette intervention inter-agences. Il s'agit d'évaluer le projet en tenant compte des différentes composantes mises en œuvre par l'UNICEF et le PNUD, dont chaque agence est entièrement responsable dans la gestion de ses activités sur les plans financiers et technique. Le PNUD en plus de la gestion de sa composante assure la coordination du rapportage auprès du bailleur. Prévue pour une durée de 18 mois, la mise en œuvre du projet avec un coût total de 2 999 718 dollars US \$, réparti comme suit : UNICEF Tchad = 698 175 US ; UNICEF Cameroun = 732 736 \$ US ; PNUD Tchad = 801 430 \$ US. PNUD Cameroun = 767 377 \$ US.

II. OBJET DE L'ÉVALUATION

Conformément à la politique du PNUD et de l'UNICEF, l'évaluation des résultats atteints dans l'exécution du projet est obligatoire afin d'en apprécier les progrès. Cette évaluation permettra d'une part d'examiner le niveau de résultats atteints et d'autre part de faire ressortir les meilleures pratiques et les leçons apprises devant contribuer à renforcer l'approche de la consolidation de la paix ; ce qui permettra de mieux répondre à ladite problématique dans le cadre de la conception d'autres projets de même nature.

III. PORTEE DE L'ÉVALUATION ET OBJECTIFS

La présente évaluation finale du projet couvre l'ensemble du projet, sur la période de mise en œuvre, 2018-2019, dont les composantes ont été mises en œuvre par le PNUD et l'UNICEF. L'évaluation finale a pour objectif d'apprécier le niveau de réponse du projet au renforcement des mécanismes de consolidation de la paix et de l'inclusion sociales des jeunes dans les zones ciblées par le projet. L'évaluation tiendra compte des activités déjà réalisées par les deux agences. L'évaluation doit avoir une portée large, c'est-à-dire au-delà des résultats atteints, et analyser le partenariat mis en place avec les différents partenaires d'exécution dans la mise en œuvre des activités et les effets de ce partenariat dans l'atteinte des résultats. Outre, les mécanismes de coordination inter-agence devront être analysés et enfin une analyse de la dimension sexo-spécifique des interventions. Sommes toute, l'évaluation des résultats devra prendre en compte une analyse de l'efficience, l'efficacité, la durabilité, pertinence, impact (ou résultats), la transversalité du genre.



*Au service
des peuples
et des nations*

IV. QUESTIONS DE L'EVALUATION

L'évaluation se focalisera principalement sur les critères d'évaluation relatifs à la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact, la transversalité du genre et la durabilité.

1. Analyse de la pertinence du projet

1. Examiner la cohérence et la pertinence de la conception du projet, la pertinence de la collaboration entre les agences, la pertinence des partenariats avec les acteurs de mise en œuvre⁶ ainsi que de l'approche utilisée par rapport aux divers problèmes identifiés, aux besoins exprimés et les actions proposées pour répondre à la problématique de la consolidation de la paix dans les zones cibles du projet.

2. Analyse de l'efficacité du projet

- 1) Analyser les modalités de gestion globales et au niveau de chaque agence (UNICEF, PNUD) ;
- 2) Analyser les modalités de mise en œuvre des approches communautaires ;
- 3) Analyser la qualité de gestion du programme par chaque agence ainsi que l'ensemble du projet ;
- 4) Mettre en évidence les actions/activités mises en œuvre dans le cadre du projet pour atteindre les résultats escomptés ;
- 5) Analyser les progrès accomplis dans l'atteinte des résultats de chaque agence en lien avec les objectifs globaux du projet en faisant ressortir les forces et les faiblesses ;
- 6) Passer en revue l'efficacité des mécanismes de coordination mis en place entre les agences pour s'assurer de l'atteinte des résultats ;
- 7) Analyser l'approche genre du projet.

3. Analyse de l'efficience du projet

- 1) Analyser la synergie développée entre les agences d'une part et entre les agences avec les autres partenaires susceptibles d'apporter plus d'efficience dans la mise en œuvre d'autre part ;
- 2) Faire une analyse de la relation coût-efficacité-bénéfice en évaluant la relation entre les différentes activités menées, les ressources mises à contribution et les résultats ;
- 3) Evaluer les outils et les ressources utilisés, la qualité de la gestion, les actions menées par les agences ainsi que la capacité de gestion et d'adaptation des partenaires de mise en œuvre.

4. Analyse des effets/Impact du projet

L'évaluation devra aussi répondre aux préoccupations suivantes :

- 1) Les résultats obtenus par le projet au niveau produit ont-ils permis d'atteindre les effets escomptés ? Et quels progrès ont été réalisés au niveau des effets ?
- 2) En quoi les résultats du projet ont-ils contribué à améliorer la consolidation de la paix des domaines identifiés dans le projet ?
- 3) En quoi les résultats du projet, en termes de renforcement des capacités des acteurs communautaires, ont-ils contribué au renforcement des mécanismes communautaires de consolidation de la paix ?

⁶ Par partenaires de mise en œuvre, nous entendons les ONGs, partenaires Ministériels, associations à base communautaires, etc.



Au service
des peuples
et des nations

- 4) En quoi la contribution du projet a-t-elle amélioré l'inclusion sociale et économique des femmes, jeunes filles et garçons ?
Le projet a-t-il contribué à préserver la dignité de ces personnes dans ses domaines d'intervention ?
- 5) Le projet a-t-il contribué à réduire la vulnérabilité des populations cibles et à renforcer leurs capacités de réponses rapides aux conflits, à la radicalisation et à l'extrémisme violent ?
- 6) Quels sont les autres effets engendrés par l'appui du projet ?
- 7) Quels ont été les résultats et effets spécifiques atteints pour les femmes, jeunes filles, jeunes hommes, personnes victimes des attaques de Boko Haram, retournés/refugiés/personnes en situation de déplacement ?

5. Analyse de la durabilité du projet

1. Examiner les mécanismes et outils mis en place ainsi que les actions entreprises pour assurer l'appropriation des acquis du projet par les autorités locales, les services techniques déconcentrés et les bénéficiaires ;
2. Examiner les actions entreprises pour la pérennisation des interventions : les effets bénéfiques du projet vont-ils persister après la cessation des apports extérieurs et en particulier des apports du projet ? Dans quelle mesure les effets induits peuvent-ils perdurer ? Et sous quelle forme ?
3. Le projet a-t-il assuré un transfert de compétences auprès d'acteurs institutionnels ou locaux en vue d'assurer la durabilité des actions ?
4. Quels sont les principaux facteurs de risque qui pourraient nuire à la pérennité des effets induits ?

6. Dimension sexo-spécifique

Au cours de l'évaluation, la mission indiquera dans quelle mesure les jeunes femmes et les jeunes gens marginalisés ou à risque de marginalisation ou de violence ont été pris en compte dans la mise en œuvre du projet dans ses différentes composantes et à toutes les étapes du projet. Elle indiquera également les changements encouragés par le projet en termes d'équité en s'appuyant sur des données ventilées, des rapports de suivi, des lettres d'accords notamment avec les communes et les ONG, des rapports d'activités et des entretiens avec les bénéficiaires, en veillant à ventiler les données par sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, localités.

7. Leçons apprises et recommandations

Tirant enseignement des leçons apprises de la mise en œuvre du projet, le bureau d'études devra formuler des recommandations à différents niveaux pouvant permettre la pérennisation des acquis et une meilleure programmation multisectorielle basée sur la consolidation de la paix :

Niveau micro (programme/agences)

- *Comment les agences des Nations Unies peuvent-elles collaborer pour la mise en œuvre conjointe des interventions de consolidation de la paix ?*
- *Comment les interventions transfrontalières initiées par les agences des Nations Unies pourraient-elles être améliorées ?*
- *Comment élaborer des programmes qui prennent en compte le triptyque (conflit, prévention de l'extrémisme violent, radicalisation) ?*

Niveaux méso et macro (c.-à-d. au-delà du programme avec un regard vers les politiques)



Au service
des peuples
et des nations

- *Comment peut-on institutionnaliser des mécanismes communautaires de consolidation de la paix au Tchad et au Cameroun ?*
- *Comment impliquer les autorités administratives locales et centrales dans l'accompagnement des initiatives des communautés pour la consolidation de la paix au Tchad et au Cameroun ?*
- *Comment les politiques de consolidation de la paix au niveau central peuvent-elles être conçues ou améliorées au Tchad et au Cameroun ?*

Au sens général

- *Comment peut-on mieux promouvoir la consolidation de la paix particulièrement dans les localités d'instabilité socio-politique et sécuritaire au Tchad et au Cameroun ?*

V. METHODOLOGIE

L'évaluation sera menée de manière participative en impliquant les agences (UNICEF et PNUD) et les parties prenantes (bénéficiaires, les autorités locales et les partenaires de mise en œuvre du projet). Le bureau d'études sera responsable d'établir la méthodologie d'évaluation et les outils nécessaires à la collecte des informations qui seront présentées sous forme de note méthodologique soumise au commanditaire pour appréciation et validation. La collecte d'informations concernera aussi bien des données qualitatives que quantitatives. Le bureau d'études sera aussi en charge de définir les méthodes de collecte et d'analyse adéquates des données pour présenter au mieux les résultats attendus de la mission. A titre indicatif, les informations pourront être collectées sur la base des méthodes suivantes :

- 1) Analyse documentaire : consultation de documents importants (Prodoc⁷, PTA⁸, PTO⁹, rapports de missions, budgets, rapports d'activités annuels et trimestriels, etc.) ;
- 2) Rencontres et entretiens avec les parties prenantes (UNICEF, PNUD, Coordinateurs Résidents du SNU au Tchad et au Cameroun, partenaires de mise œuvre, Gouvernement au niveau central et les autorités locales, services déconcentrés, bénéficiaires, etc.) ;
- 3) Les visites de terrain;
- 4) Entretiens individuels ou de groupe ;
- 5) Exploitation et analyse des informations collectées en vue de la production du rapport.

VI. PRINCIPAUX PRODUITS D'EVALUATION

Le bureau d'études produira les rapports suivants en Français (un résumé du rapport d'évaluation finale en anglais):

La mission produira les rapports suivants :

- **Un rapport initial de démarrage/feuille de route** comprenant la compréhension détaillée des termes de référence et l'approche méthodologie proposée permettant de conduire l'évaluation ainsi que le plan de travail et le chronogramme détaillés de l'évaluation et des différents livrables. Une version finale de ce rapport de démarrage sera remise, au plus tard, 5 jours après le briefing de démarrage au Bureau du coordonnateur Résident, aux représentants des deux agences (UNICEF et PNUD) et à PBSO et avant le début de l'évaluation elle-même/ départ sur le terrain du consultant national ;

⁷ Document du projet

⁸ Plan de travail annuel

⁹ Plan de travail opérationnel



Au service
des peuples
et des nations

- **Un résumé** comprenant les grandes lignes des conclusions et toute information utile sera remis la veille du débriefing de fin de la mission d'évaluation et sera présentée par le bureau d'études et aux représentants des deux agences (UNICEF et PNUD) à la fin de la mission ;
- **Un rapport d'évaluation provisoire** sera remis au PNUD Tchad impérativement dans un délai de dix (10) jours après la fin de la mission par courrier électronique. Il comprendra notamment un résumé de 3 pages maximum et répondra aux termes de référence en soulignant les forces et les faiblesses de la mise en œuvre et la qualité des produits livrés, le coût, la stratégie et la pertinence de l'approche utilisée. Il comportera également une liste de recommandations y compris pour un projet de capitalisation des acquis du projet, détaillée par (i) faiblesse à résoudre ; (ii) acquis à consolider ; (iii) court, moyen et long terme ; (iv) responsabilité. Ce rapport sera soumis aux partenaires nationaux concernés et au PBSO pour commentaires et validation ;
- **Un rapport final en version hard** accompagné d'une clé contenant les fichiers des textes (Word et PowerPoint) sera remis au PNUD Tchad. Le rapport tiendra compte des commentaires de la coordination, de la partie nationale, des deux agences (UNICEF et PNUD), des autres partenaires, de PBSO ainsi que des bénéficiaires. Il comportera obligatoirement un résumé, une analyse des conclusions et des recommandations, ainsi qu'une section sur la méthodologie et en annexes, les termes de référence de l'étude, la liste des personnes et structures rencontrées ainsi que les références bibliographiques. Le rapport final sera soumis au plus tard sept jours après la remise des commentaires sur le rapport provisoire.

VII. COMPOSITION DE L'EQUIPE D'EVALUATION ET COMPETENCES REQUISES

Le bureau d'études devra être composé de trois experts indépendants, spécialisés en évaluation de projets dont (01) international et un (02) nationaux (Cameroun et Tchad). L'expert international jouera le rôle de chef de mission. Il assurera la qualité de l'évaluation pour délivrer dans le temps imparti tous les produits attendus. Les détails des tâches qui incombent aux experts du bureau d'études sont définis dans l'annexe n° 2. Les experts nationaux auront en charge de faciliter les contacts avec les autorités administratives et les communautés locales. Ils auront pour principales missions de faciliter la collecte, le traitement et l'analyse de données, en veillant à faciliter les aspects de traduction et contacts avec les populations cibles.

VIII. ETHIQUE D'EVALUATION

Cette évaluation sera conduite en conformité avec les principes énoncés dans le Guide¹⁰ pour l'éthique de l'évaluation du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation¹¹ et le code de conduite d'UNEG pour l'évaluation dans le système des Nations Unies¹².

IX. MODALITES D'EXECUTION

Les rôles et responsabilités des parties prenantes dans les processus d'évaluation sont répartis comme suit :

a) **Commanditaires de l'évaluation :**

Le bureau pays du PNUD Tchad est le commanditaire de l'étude. Il a pour mission : 1) d'apporter un appui aux Evalueurs indépendants ; 2) répondre à l'évaluation en utilisant les constats de manière appropriée ; 3) allouer les fonds et les ressources humaines nécessaires ; 4) être responsable et rendre compte de la qualité du processus et des produits de l'évaluation ; 5) recommander l'acceptation du rapport final du groupe de référence.

¹⁰ Cette évaluation sera conduite en conformité avec les principes énoncés dans le Guide pour l'éthique de l'évaluation du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et le code de conduite d'UNEG pour l'évaluation dans le système des Nations Unies.

¹¹ <http://www.unevaluation.org/ethicalguidelines>.

¹² <http://www.unevaluation.org/unegcodeofconduct>



Au service
des peuples
et des nations

b) **Équipe d'évaluation** : Les experts auront en charge d'effectuer l'évaluation réelle, soumettre l'approche méthodologique, collecter, traiter et analyser les données, développer le projet de rapport final, la présentation Power Point et le rapport final conformément aux termes de référence.

c) **Co-gestionnaires de l'évaluation** : l'Unité Gouvernance du PNUD Tchad, la coordinatrice en charge de la communication du projet PBF et les gestionnaires du projet auront en charge de : 1) gérer les arrangements contractuels, le budget et le personnel impliqué dans l'évaluation ; 2) fournir un appui à l'équipe d'évaluation ; 3) fournir à l'équipe d'évaluation l'assistance administrative, les informations et données requises ; 4) Analyser le document d'approche méthodologique et les rapports d'évaluation pour s'assurer que la version finale répond aux standards de qualité.

X. Annexes Spécifiques des TDRs

1. Modèle de rapport d'évaluation

- 1) Titre et pages de démarrage
 - Nom de l'évaluation ;
 - Calendrier de l'évaluation et date du rapport ;
 - Pays de l'intervention d'évaluation ;
 - Nom des consultants ;
 - Nom de l'organisation initiant l'évaluation ;
 - Remerciements.
- 2) Table des matières
 - Inclure les encadrés, schémas, tableaux et annexes avec les références des pages ;
- 3) Liste des acronymes et abréviations
- 4) Résumé analytique (une section indépendante de 3 pages y compris les principales conclusions et recommandations) ;
- 5) Introduction
- 6) Description de l'intervention
- 7) Etendue de l'évaluation et objectifs
- 8) Approche et méthodes d'évaluation
- 9) Analyse des données
- 10) Déductions et conclusions
 - Résultats et conclusions globaux (y compris des réponses aux questions principales d'évaluation) ;
- 11) Recommandations ;
 - Recommandations globales (y compris les recommandations produites pour répondre aux questions principales d'évaluation) ;
 - Enseignements tirés ;

2. Annexes à joindre au rapport final

- TDR de l'évaluation ;
- Matrice de conception d'évaluation ;
- Liste des personnes ou groupes interviewés ou consultés et des sites visités ;
- Liste des documents d'aide révisés ; Cadre des résultats du projet

3. : Qualifications et tâches des consultants

1. Consultant international, Chef d'équipe

Le Consultant international devra disposer des qualifications minimales suivantes :

1.1 Formation requise

- Être titulaire, au minimum, d'un diplôme d'études supérieures (Bac+5) ou équivalent en économie, Planification du développement, l'économie du développement, Développement rural/local, agronomie, l'adaptation et résilience, sociologie ou dans une discipline connexe des sciences sociales ;

1.2 Expériences requises

Le poste de Chef d'Equipe requière la possession des expériences suivantes :

- 10 (dix) ans d'expérience concluante en évaluation des programmes et projets axés sur les résultats (Approche Gestion Axée sur les Résultats/GAR). Des solides références dans l'évaluation des projets similaires seraient un atout.
- Des expériences pertinentes dans l'élaboration, la mise en œuvre et/ou l'évaluation de projets/programmes de développement et plus spécifiquement dans les domaines de la consolidation de la paix; la lutte contre la violence basée sur le genre, l'eau potable et l'assainissement, les approches de développement à base communautaire ;
- Une solide expérience comme Chef d'équipe ou Chef de mission ;
- Expérience de travail dans les pays d'Afrique subsaharienne ;
- Une bonne connaissance des problématiques de développement au Cameroun et au Tchad;
- Familiarité avec le Système des Nations Unies en matière d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des projets de développement et de restauration des communautés par rapport aux situations de crise ;
- Une expérience concluante dans l'évaluation d'au moins cinq (05) projets de développement.

Langues :

Une maîtrise parfaite de la langue française, aussi bien à l'écrit qu'à l'oral est indispensable.
La connaissance de l'Anglais serait un atout.

2. Consultants nationaux en charge de la facilitation des évaluations nationales au consultant Principal (Cameroun et Tchad).

Le personnel proposé pour les postes des consultants nationaux pour appuyer les évaluations nationales devront disposer des qualifications suivantes :

2.1 Formation

- Être titulaire, au minimum, d'un diplôme de maîtrise (Bac+4) en économie, planification du développement, l'économie du développement, agronomie, administration ou dans une discipline connexe des sciences sociales ;

2.2 Expérience

- Sept (07) ans d'expérience professionnelle dont au moins trois (03) dans la consolidation de la paix, la cohabitation pacifique, le développement, dans les domaines de lutte contre la violence basée sur le genre, l'eau potable et l'assainissement ;



- Au moins 5 ans d'expérience dans l'évaluation de projet
- Une connaissance avérée des politiques de développement du pays couvert (Cameroun ou Tchad) par le consultant qui a la charge de l'évaluation des activités qui y sont réalisées par le projet.

Langues :

Une maîtrise parfaite de la langue française, aussi bien à l'écrit qu'à l'oral, est indispensable.

La connaissance de l'Arabe tchadien est utile pour une interaction aisée avec les interlocuteurs de la mission.

3. Tâches de l'équipe d'évaluation

1. Collecter la documentation;
2. Exploiter les différents rapports des agences ;
3. Procéder à une analyse de la documentation suivant les critères clés d'évaluation (la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact) ;
4. Appuyer le consultant international (chef de mission) dans les prises de contacts et la rédaction d'étape ainsi que la prise des notes et l'intégration des commentaires dans le rapport définitif.

4. Tâches spécifiques du chef de mission

En plus des tâches générales dévolues à l'équipe, le chef de mission aura la responsabilité de :

1. Assurer la gestion et la coordination des travaux de l'équipe de consultation ;
2. Faciliter et animer les consultations avec les parties prenantes ;
3. Contribuer et coordonner en fournissant les inputs pour la rédaction des rapports par l'équipe ;
4. Animer les sessions de restitution et Assurer que les produits attendus (rapport initial, rapport provisoire et présentation PowerPoint, rapport final) sont finalisés et soumis dans les délais définis.

A : Document à consulter (disponibles au niveau de la Coordination du projet)

1. PRODOC (avec RRF)
2. Rapports de tenue des comités de pilotages
3. Rapports conjoints de mission
4. Rapports de formation
5. Rapports conjoints annuels
6. Rapports annuels d'activités de chaque agence
7. Rapports financiers de chaque agence



Au service
des peuples
et des nations

Annexe 3

FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION DU FOURNISSEUR DE SERVICE¹³

(Ce formulaire doit être soumis en utilisant uniquement le format de lettre avec entête officielle du Fournisseur de Service¹⁴)

[Insérer : lieu]

[Insérer : Date]

To: [Insérer : Nom et adresse du point focal du PNUD]

Cher Monsieur/Madame:

Nous, soussigné, offrons par la présente à rendre les services suivants au PNUD conformément aux exigences définies dans la demande de proposition (RFP) qui date du [Spécifier la date], et toutes ses annexes, ainsi que les provisions des Conditions et Termes Généraux du PNUD:

A. Qualifications du Fournisseur de Service

Le Fournisseur de Service doit décrire et expliquer comment et pourquoi il est la meilleure entité qui peut satisfaire aux besoins du PNUD en indiquant les éléments suivants :

- a) Profil – décrire la nature de ses affaires, domaine d'expertises, licences, certifications, accréditations ;*
- b) Licences d'affaires – Pièces d'enregistrement, Certification de paiement des Taxes, etc. ;*
- c) Derniers états financiers audités – Compte de résultat/revenu et bilan pour indiquer sa stabilité financière, liquidité, solvabilité et sa réputation sur le marché, etc.;*
- d) Expérience professionnelle – liste des clients pour les services similaires à ceux qui sont sollicités par le PNUD, en fournissant la description des tâches contractuelles, la durée des contrats, les valeurs contractuelles, les références de contrat ;*
- e) Certificats et Accréditation – y compris les Certificats de Qualité, les patentes d'enregistrement, les Certificats de Protection de l'Environnement, etc.;*
- f) Une Déclaration Ecrite que l'Entreprise n'est pas sur la liste de la Résolution 1267/1989 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la liste de la Division des Achats des Nations Unies ou Autre liste des Nations Unies des fournisseurs inéligibles.*

B. Méthodologie proposée pour la prestation de Services

¹³Ceci serve de guide au Fournisseur de Service dans la préparation de sa proposition.

¹⁴La Lettre avec entête Officielle doit indiquer les détails de contact (adresses, courriel, numéro de téléphone et fax) pour les motifs de vérification.



Au service
des peuples
et des nations

Le Fournisseur de Service doit décrire comment il répondra aux besoins exprimés dans la demande de proposition (RFP); en fournissant une description détaillée des caractéristiques essentielles de la performance, les conditions de la production des rapports et les mécanismes d'assurance-qualité qui seront mis en place, en démontrant que la méthodologie proposée sera appropriée aux conditions et contextes locaux de travail.

C. Qualifications du Personnel Clé

Si exigé dans la demande de proposition (RFP), le Fournisseur de Service doit fournir :

- a) Noms et qualifications du personnel clé qui exécutera les services en indiquant qui est le Team Leader, le personnel d'appui, etc.;*
- b) Les CVs démontrant les qualifications doivent être soumis si exigé dans la RFP et;*
- c) Confirmation Ecrite de chacun des membres du personnel à déployer pour sa disponibilité pendant la période d'exécution du contrat.*

D. Coûts (Juste indicatif)

Description de l'Activité	Rémunération par Unité de Temps	Total de la Période d'Engagement	Nombre du Personnel	Taux Total
I. Personnel de Services				
1. Services du Bureau Principal				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
c. Expertise 3				
II. Menues des Dépenses				
1. Coût de voyages				
2. Per diem				
3. Communications				
4. Reproduction				
5. Location d'Equipment				
6. Autres				



Au service
des peuples
et des nations

E. Coût Ventilé pour chaque Réalisation*

	Réalisation	Pourcentage du Coût Total (Portion de Paiement)	Prix (Forfait, Tout Inclus)
1			
2			
3			
	Total	100%	

*Ceci devra servir de base pour le paiement des tranches.

[Noms et Signature de la Personne Autorisée chez le
Fournisseur de Service]
[Fonction/Titre]
[Date]

Annexe 4 : CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONTRATS DE SERVICE DU PNUD (voir document annexé en PDF).

Annexe 5: Critères de selection

	Critères d'évaluation	notation
1	Expertise du bureau d'études et structure de gestion	
1.1	Réputation de l'organisation et du personnel telle qu'elle ressort du profil et de l'organigramme du bureau d'études et du référentiel des pertinentes prestations dans le secteur d'activités concerné: évaluation des projets de développement et/ou restauration sociales par rapport aux situations de crise	25
1.2	Capacité organisationnelle susceptible d'avoir une incidence sur la réalisation du projet: stabilité financière, taille de l'entreprise, solidité du soutien au projet, capacité de financement du projet, moyens de contrôle de la gestion du projet.	25
1.3	Procédures en matière du bureau d'études en matière d'assurance de la qualité, garantie dans le domaine spécifique de la mission	75
1.4	Apports pertinents du bureau d'études au succès de la mission : connaissances spécialisées, expériences pertinentes, générales et spécifiques, dans le cadre de	75



Au service
des peuples
et des nations

	programmes/projets similaires, expériences concluantes des projets réalisés dans la zone d'exécution du projet, missions accomplies pour le PNUD ou d'importants programmes multilatéraux ou bilatéraux.	
	Total 1	200
2. Méthodologie, adéquation aux Conditions et Chronogramme		
2.1.	Compréhension de la mission - Description claire des résultats et produits attendus de la mission (65 points) - Une bonne compréhension de l'interdépendance des différentes sous composantes de la mission (35 points)	100
2.2	Méthodologie proposée Qualité et cohérence de la démarche proposée par rapport aux termes de référence	100
2.3	Plan de travail et chronogramme - Qualité du plan de travail dans l'optique d'une optimisation du temps de travail avec une contextualisation de la mission intégrant l'ensemble des activités et parties prenantes (65 points) - Pertinence/adéquation logique et réaliste de l'ordonnancement des activités requises et des modalités de leur mise en œuvre relativement à la garantie d'une réalisation efficace de la mission d'évaluation (35 points)	100
	Total 2	300
3. Personnel clé de la mission		
3.1	Consultant International, Chef d'Equipe des consultants	
3.1.1	Diplôme d'études supérieures (Bac+5) ou équivalent en économie, Planification du développement, l'économie du développement, Développement rural/local, agronomie, l'adaptation et résilience, sociologie ou dans une discipline connexe des sciences sociales	40
3.1.2	Expérience dans l'élaboration, la mise en œuvre et/ou l'évaluation de projets/programmes de développement et plus spécifiquement sur la consolidation de la paix serait un atout	60
3.1.3	Expérience pertinente comme Chef d'équipe ou Chef de mission des consultants dans l'élaboration, la mise en œuvre l'évaluation des projets de développement ou de restauration sociales par rapport aux situations de crise	50
3.1.4	Expérience de travail dans l'élaboration, la mise en œuvre ou l'évaluation des projets dans les pays d'Afrique subsaharienne	30
3.1.5	Familiarité avec le Système des Nations Unies, notamment dans le domaine de l'évaluation des projets de développement	20
	Sous-total 3.1 Consultant Principal, Chef de Mission	200
3.2 Personnel en charge des évaluations nationales au Cameroun et au Tchad		



*Au service
des peuples
et des nations*

3.2.1	Qualifications du Consultant national en charge de la facilitation de l'évaluation des activités du projet au Cameroun	
3.2.1.1	Diplôme de maîtrise (Bac+4) en économie, Planification du développement, l'économie du développement, agronomie, administration ou dans une discipline connexe des sciences sociales ;	40
3.2.1.2	Sept (07) ans d'expérience professionnelle dont au moins trois (03) dans la consolidation de la paix, la cohabitation pacifique, le développement, dans les domaines de lutte contre la violence basée sur le genre, l'eau potable et l'assainissement	60
3.1.2.3	Une connaissance avérée des politiques de développement au Cameroun	30
3.1.2.4	Au moins 5 ans d'expérience pertinente dans l'évaluation des projets	20

3.2.2	Consultant en charge de l'évaluation de la facilitation de l'évaluation des activités du projet au Tchad	
3.2.2.1	Diplôme de maîtrise (Bac+4) en économie, Planification du développement, l'économie du développement, agronomie, administration ou dans une discipline connexe des sciences sociales ;	40
3.2.2.2	Sept (07) ans d'expérience professionnelle dont au moins trois (03) dans la consolidation de la paix, la cohabitation pacifique, le développement, dans les domaines de lutte contre la violence basée sur le genre, l'eau potable et l'assainissement	60
3.2.2.3	Une connaissance avérée des politiques de développement au Tchad	30
3.2.2.4	Au moins 5 ans d'expérience pertinente dans l'évaluation des projets	20
Sous-total 3.2		300
Total 3		500
GRAND TOTAL		1000